

Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielles des besoins Humanitaires en faveurs de déplacés
Province de la TSHOPO, Secteur Lubuyabera, Bamanga,et Turumbu
Groupement : Lubuya,Abata et Bokengo
Zones de santé de la Tshopo, Bengamisa et Yakusu
Réalisé par : OMS, ADRA, ADSPA, PPSSP ,Action Humanitaire et Protection Civile
Date de l'évaluation : du 08/05 au 18/05/2020
Date du rapport : 29/05/2020

Pour plus d'information, Contactez :

ALBERT KIKUNI : adspardcngo@gmail.com ; +243 817536612 ADSPA

Dr KIKOO: kikooboram@who.in +243 819700327 OMS



1

2 Aperçu de la situation

2.1 Description de la crise

Nature de la crise :	Mouvements de population		
Date du début de la crise :	26/04/202	Date de confirmation de l'alerte :	29/04/2020
Code EH-Tools	3392		

Si conflit :	
Description du conflit	Depuis plusieurs années, la partie Est de la République Démocratique du Congo a du mal à se stabiliser suite à l'insécurité exacerbée à la fois par la poursuite des affrontements entre d'une part les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les groupes armés nationaux et étrangers (FDLR, ADF-NALU, etc.) et d'autres par les affrontements opposant les groupes armés entre eux. Cette situation a comme conséquence les mouvements et déplacements des populations civiles vers les zones jugées plus ou moins stables. La crise humanitaire observée dans le secteur LUBUYA BERA, groupement LUBUYA qui est à la limite avec le territoire d'ISANGI par la rivière LINDI dans la province de la TSHOPO, opposant entre la communauté de TURUMBU et KUMU serait due aux conflits fonciers. Ce depuis une longue période que la communauté TURUMBU et KUMU vivaient paisiblement sans aucun problème. Mais en 1949-1950 il y a eu naissance de conflit des terres laissés par leurs ancêtres entre ces deux communautés. C'est alors que l'administration coloniale avait tranché en mettant de limite dans la forêt, pour que chaque communauté exerce leurs activités dans la partie de leurs forêts. Mais en 1991 les Turumbu mécontents de la décision de l'administration coloniale ont commencé à tenter et à attaquer le KUMU sur la même cause. En 2014, les TURUMBU ces sont coalisés avec les gardes républicaines pour attaquer tous les villages de KUMU installés le long de la rivière LINDI, en pillant, blessant par machettes : hommes, femmes, les enfants, et toute personne qu'il rencontrait sur leur chemin dans les villages. Cette situation à occasionner le déplacement massif de la population vers les villages voisins en de rechercher la paix, la stabilité et la survie. Enfin cette situation n'a été appuyée par aucune organisation humanitaire et même pas le gouvernement de l'époque. En 2020, le 9 ième jours du mois d'avril, les TURUMBU ses sont organisés encore en milice en portant les armes de chasse (calibre 12) ont commencés a tiré sur les pirogues de la Communauté KUMU utilisés comme le seul moyen pour traverser et aller au champs Ces affrontements entre Turumbu et Kumu menacés ont durés plus au moins 8 heures de temps faisant : 8 personnes mortes, dont 2 femmes et 6 hommes et une femme violée plus 40 personnes blessées par balles. Suite à cette violence, la population à fuit leurs villages entre autres BATIAMBELE, BATIOPOKO, BATIO MBA, BATIOBIMBA, BABULA, BANAGANDA ELIMO ET BAKUBA pour se réfugier dans les villages ci-après BADUKA PK 14, BATIO DUKA PK 12, ET BAFAMBA PK 13 ; BAMBANE 1 ; BAOMBI PK 18 et BADILE PK 11 sur l'axe BUTA. En date du 26 Avril 2020 à 3heurs du matin le FARDC, ANR et la PNC sont descendus dans les villages d'accueils de ces déplacées, en ciblant les jeunes garçons Kumu de connivence avec le Mai-Mai.. Ces militaires, ont pillé et tué deux jeunes garçons de la communauté Kumu. Ces pillages et tueries sont été suivies par les arrestations arbitraires dont plus au moins 400 jeunes ont occasionné une deuxième vagues de déplacement massif de la population vers KAPALATA, ZOO, cité de Kisangani, BATIOAMBALE 1 et 2 ; BATIO MUSONGANI ; MAGIMA ; BANYALILA ; BAMBANE ; BAOMBI ; BOBILI ; BADILE ; ALIBUKU et BAWI. Mais d'autres déplacés ces sont dirigés dans les villages : Yelenge, Yakusu, Yandefe, Yawende, Yatumbo et Baulo dans le Collectivité Turumbu, Groupement Bokengo territoire d'Isangi la zone de santé de Yakusu. Et comme conséquence : les deux vagues ont occasionné un déplacement massif environs 12000 ménages soit 60000 personnes déplacées.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Cette évaluation de mouvement de population a été motivé par la présence des plusieurs ménages des déplacés dans les familles d'accueil depuis le début du mois d'avril.

Ces alertes faites par les autorités politico-administratives (chef de secteur de LUBUYA BERA) et certaines organisations donneuses des alertes (**ADSPA, MEPDI, MCZ de la TSHOPO**) avaient stimulés la communauté humanitaire de considérer et prendre certaines dispositions y afférentes pour une évaluation rapide des besoins humanitaires d'urgence et identifier le nombre des ménages déplacés ainsi que les familles d'accueil.

Aire de santé	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise					Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/ rapatriés	%
Z S de la TSHOPO		Famac	Ménage IDPs	G	F	TOT F+G			
MALKIYA	7666	3235	3221				0	0	
MELDI	7896	1622	2196				0	0	
MBILINGA	9508	291	431				502	0	26
BATIAKOKO	9528	206	311				98	0	5
TOTAL	34598	2541	3977	4339	5206	9545	0	0	57
Zs de YAKUSU									
YELENGE	6931		3255	3550	4262	7812			46
Z S de BENGAMISA									
		Famac	Ménage IDPs	G	F	TOT F+G			
BAMBANE II	6542	3521	3812				0	0	
BAWI	5716	369	251				0	0	
TOTAL	12258	3921	4068	4246	5504	9767	0	0	33.1
Moyenne pression démographique									95.1

Ce qui justifie la continuité des vagues de ménages des déplacés dans la zone, ces sont les affrontements qui se poursuivent dans les zones de départ, les arrestations arbitraires des masses et l'incertitude sécuritaire.

Compte tenu de la solidarité congolaise tous les ménages sont dans les familles d'accueil.

Différentes vagues de déplacement depuis du 09 au 26 avril 2020

Date	Effectifs	Provenance	Cause
------	-----------	------------	-------

09 avril 2020	6800 ménages	BATIAMBELE, BATIAPOKO, BATIOMBA, BATIABIMBA, BABULA, BANAGANDA ELIMO ET BAKUBA	Déplacement suite aux affrontements armés entre deux communautés TURUMBU et KUMU dits aux conflits fonciers
26 avril 2020	5200 ménages	KAPALATA, ZOO, cité de Kisangani, BATIAMBALE 1 et 2 ; BATIAMUSONGANI ; MAGIMA ; BANYALILA ; BAMBANE ; BAOMBI ; BOBILI ; BADILE ; ALIBUKU et BAWI.	ANR et la PNC sont descendus dans les villages d'accueils de ces déplacées, en ciblant les jeunes garçons Kumu de connivence avec le Mai-Mai.. Ces militaires, ont pillé et tué deux jeunes garçons de la communauté Kumu. Ces pillages et tueries sont été suivies par les arrestations arbitraires dont plus au moins 400 jeunes.

Source : Autorités locales et synergie des acteurs œuvrant sur le mouvement des populations.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Etant donné qu'il n'y a pas des sites de regroupement, les ménages déplacés vivent dans des familles d'accueil à faible capacité d'accueil, créant ainsi une promiscuité, manque de dignité (garçons et filles, parents et enfants partagent parfois la même chambre). La population de cette contrée vit principalement de l'agriculture et de la pêche sur le fleuve Congo et de petits commerces, malheureusement suite à la crise ces ménages déplacés n'ont plus accès à leurs champs, ni aux activités génératrices de revenus ; du coup ils deviennent une charge supplémentaire aux familles d'accueil, qui deviennent également de plus en plus vulnérables. Le nombre des repas pris par jour est passé de 1-3 à 0-1 suite aux mauvaises conditions de vie, certains ménages déplacés et des familles hôtes ont de difficultés d'accéder à la nourriture. Les ménages déplacés vivent des travaux journaliers agricoles (job) et non agricoles (transport des matériaux de construction ; moyennant une rémunération de 1500FC ou 2000 FC/Jour. Cette stratégie est plus favorable pour les personnes physiquement fortes. Les personnes de troisième âge, les PSH et personnes souffrant des maladies n'accèdent pas à leurs activités.
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Pour atteindre les quartier périphériques et villages, comme Quartier : KAPALATA et Zoo, les ménages ont dus franchir une distance moyenne évaluée à 15, 36 et 45Km par pieds. Lors des entretiens des groupes, les participants ont affirmés que suite au manque des moyens pour payer le transport, d'autres ménages n'ont pas réussis à rejoindre Kisangani et ses environs et seraient restés dans la brousse
Lieu d'hébergement	Familles d'accueils
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les résultats des Focus groupes ont démontré que certains ménages déplacées qui ont fui les arrestation arbitraire dit par le FARDC, ANR et la PNC ont regagner leurs villages d'origine sur la grande route de l'axe BUTA, les 400 jeunes ont été relâchés et les ménages qui ont fui la violence entre la communauté de TURUMBU et KUMU n'ont pas encore regagnée leurs villages

	d'origine craignant l'incertitude sécuritaire mais aussi parce que leurs maisons ont été incendiées lors des affrontements, concrètement même s'ils rentraient ils n'auront pas où passer la nuit.			
Si épidémie				
	Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)			
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
ZS de la Tsopo	Rougeoles	1300 +..	7	Lubunga
ZS de Bengamisa	Rougeoles	19	0	Lubuya bera
Total		1319	7	
Perspectives d'évolution de l'épidémie	MSF a riposté l'épidémie en faisant la campagne de vaccination de rougeole des enfants de 0-11 ans dans les deux zones de santé de Bengamisa et de la Tshopo.			

1.2. Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Depuis janvier 2020 à nos jours	Secteur Santé -Approvisionnement en médicament antipaludéen mais en quantité insuffisante. - Aucune Approvisionnement en intrants nutritionnels depuis 6 mois dans le deux zones de santés.	Zones de santé de la Tshopo & -Zone de santé de Bengamisa	SANRU/APEC (Fond Mondial)	Toute la communauté
Sources d'informations		Les Bureaux Centraux des Zones de Santé, Aires de sante, , Comités de déplacés sur place, Donneurs d'alerte(ADSPA, MEPDI, MCZ de la TSHOPO).		

3 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	1. Entretien libre : des échanges ont été faites avec les différentes personnes ressources (autorités locales, représentant des IDPs, les représentants de la société civile, les associations locales œuvrant sur place, les représentants des confessions religieuses, etc) ;
--------------------------	--

	2. Entretien de groupe : En vue de collecter les informations désagrégées, les entretiens ont été réalisés avec les femmes déplacés et les hommes dans les Quartiers et villages visités. Ce qui a permis d'avoir un aperçu global des besoins spécifiques au genre. 3. Observation libre et visites guidées des certaines infrastructures : au cours de cette mission l'équipe d'Evaluation a visitée quelques infrastructures de base (écoles, marché, centres de santé, sources et point d'eau, etc.) pour comprendre leurs fonctionnements et les défis liés à leur accès par la population déplacée et familles hôtes, 4. Porte à porte : 120 ménages pris au hasard ont été visités en vue de collecter les infor 5. mations quantitatives et présenter les scores sectoriels.
--	--

Carte de la zone évaluée

Par absence de logiciel nous n'avons pu mettre la carte mais nous avons récoltées quelques coordonnées GPS

MALKIA	- Latitude : N0°32'57,192" - Longitude : E25°11'28,368"
MELDI	- Latitude : N0°33'20,31" - Longitude : E25°11'28,368"
BATIAKOKO	- Latitude : N0°37'2,838" - Longitude : E25°10'51,894"
BATIAMADUKA	- Latitude : N0°38'18,354" - Longitude : E25°11'6,358"

Techniques de collecte utilisées	Enquêtes ménages, Observations, Focus groups et Informateurs clés
Composition de l'équipe	OMS, ADRA, ADSPA, PPSSP, PRONANUT, Coordination Provinciale de la Protection Civile, Division Provinciale des Actions Humanitaires et communauté locale - Enquêteurs : 9 hommes et 3 femmes - Guides : 3 dont 2 hommes et une femme

4 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
---	--	----------------

Besoin en [secteur] : - AME et Abris	Lors des affrontements, le premier réflexe de la population était de sauver d'abord leurs vies. Ainsi, ils ont presque tout abandonné y compris les articles ménagers essentiels (AME), certaines maisons ont été brûlées, par conséquent la population dont les maisons ont été incendiées se demandent que même si elles rentraient elles n'auront pas où passer la nuit. Au lieu de déplacement, par solidarité Africaine certains déplacés se font prêter des AME auprès de la communauté hôte qui, elles en possèdent en faible quantité. Certains ménages passent la nuit même au sol sans couvertures, drap, natte, bâches, moustiquaire ni matelas. Vu le regard à cette situation, il serait souhaitable d'envisager une distribution des kits standards AME ou une assistance sous forme des foires aux AME et abris pour ces ménages.	Déplacés surtout et familles d'accueils vulnérables
- Sécurité alimentaire	La population de deux zones de santé évaluées est cosmopolite et vit conformément au responsabilité et activité exercée : Fonctionnaire de l'Etat, Commerçant, agriculteur, pêcheur, etc... Les vagues des mouvements de population ont vraiment affectées le mode vie des familles d'accueil par rapport à leur prévision budgétaire pour certains, stock des vivres et semences depuis la fin du mois d'Avril et Mai. Le mieux serait de penser d'un côté à une distribution des cash pour aider les ménages de s'auto-prendre en charge moyennant le petit commerce et/ou la mise en place des AGR, mais également faire la distribution des vivres étant donné que score de consommation alimentaire des ménages surtout déplacés semble être affecté .	Déplacés et familles d'accueils vulnérables.

WASH		
Eau Faible couverture en eau potable dans la zone	Nous avons trouvé dans les zones évaluées 4 sources aux quartiers Kapalata et zoo réhabilitées par les communautés locales quelques robinets de la Regideso opérationnelles avec un faible débit (un bidon de 20 litres pour une durée de 30') mais dans les villages Batiamaduka 2 sources de forage en panne, à Bambane 1,2,3 six sources en ciel ouvert et une source non opérationnelle et à Bawi 2 sources en pompe une en ciel ouvert et une autre en court de réhabilitation par PPSSP.	Déplacés et familles d'accueils vulnérables
Hygiène et assainissement - Insuffisance des latrines familiales dans les Zones évaluées (4 parcelles sur 10 disposent des latrines mais qui ne sont pas hygiéniques) - Faible application des mesures d'hygiène dans les ménages. Malgré les exigences énormes hygiéniques demandé par le ministère de la santé publique en cette période covid-19	- Appuyer les communautés dans la réhabilitation des latrines hygiéniques et sans risque - Sensibilisation sur les moments clés de lavage des mains, les techniques de traitement de l'eau de boisson	Déplacés et familles d'accueils vulnérables Déplacés et autochtones
Santé - <i>Plusieurs enfants des déplacées ont été touchés par la rougeole, la malnutrition aigues sévères, les cas de décès par le manque de soins surtout de 0-5ans.et femmes déplacées avaient accouchées difficilement en payant des frais ;</i> - Pénurie en médicaments essentiels dans les aires de santé évaluées - Recrudescence des maladies hydriques dans deux zones.	- Appui en médicaments essentiels pour une prise en charge globale des malades - Envisager une intervention WASH dans la Zone évaluée	Déplacés et autochtones
Education - Fermeture des écoles dit au Covid-19	- Quel que soit les programmes envisagés par le gouvernement en cette période de covid-19 à enseigner les matières à la radio et à la télévision plusieurs enfants à l'âges scolaires	Déplacés et autochtones

	sont ignorants car leurs parents vivent dans la vulnérabilité accrue. - Sur un échantillon 120 enquête ménages, au moins 78 Ménages se lamentent de l'immoralité de leurs filles à l'âge scolaire (des filles de -18 ans) d'attraper les grossesses indésirables.	
<i>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique</i>		

5 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	La zone est actuellement contrôlée par les militaires FARDC et la PNC. Aussi, une bonne sensibilisation doit être bien faite auprès des responsables de la FARDC, la PNC et les deux communautés sur les principes humanitaires (l'indépendance, la neutralité, la confidentialité, la gratuité de l'assistance humanitaire, le mandat du RRMP et critères de ciblage avant toutes interventions). La zone est occupée par deux catégories de personnes : les autochtones et les déplacé(s) Mesures de mitigation : - Sensibiliser les responsables de la FARDC, PNC et autres autorités locales pour une bonne acceptation et le bien-fondé de l'aide ; - Sensibiliser les deux communautés sur la cohabitation pacifique ; - Ne pas baser l'assistance sur la vulnérabilité statutaire, mais plutôt sur l'approche vulnérabilité des ménages en tenant compte de toutes les vagues des déplacés, mais aussi sur la vulnérabilité des familles d'accueil. - Faire une forte sensibilisation en amont de l'intervention, en touchant toutes les parties prenantes y compris même les non bénéficiaires et tout faire pour obtenir auprès d'eux un protocole de collaboration ou de protection de l'intervention.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Selon les informations récoltées auprès des autorités locales et d'autres personnes ressources, la cohabitation entre les IDPs et la communauté est bonne. Toutefois, cette cohabitation pacifique risque de s'entraver par manque de terre arables pour les IDPs et la famine pourrait occasionner de vol dans les champs de la communauté locale. Selon les IDPs, la cohabitation pacifique est bonne car ils partagent les mêmes marchés et reçoivent encore de service auprès de la communauté d'accueil pour les travaux journaliers et quelques assistances sous la mendicité. Aussi, en cas d'une éventuelle assistance, ne pas baser l'intervention sur la vulnérabilité statutaire, mais plutôt sur l'approche vulnérabilité sociale et économique des ménages en prenant aussi en compte quelques familles d'accueil jugées vulnérables.

Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services

Pour une éventuelle assistance que l'équipe du programme prenne de disposition pour intégrer le genre dans les activités organisées en sensibilisant tous les acteurs (économiques, populations, autorités locales) sur les différentes modalités du marché et des services qui seraient offerts.

6 Accessibilité

6.1 Accessibilité physique

Type d'accès

La zone est accessible par route en grande partie et par voie fluviale (Rivière LINDI) distant de ± 15 km pour atteindre les villages de BOBILI et BADILE dans la zone santé de BENGAMISA.

6.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone

La sécurité des zones évaluées est assurée par les FARDC et la PNC, bien qu'en sous-effectif dans certains villages riverains en amont de la Rivière LINDI.

Communication téléphonique

La zone est sous couverture téléphonique totale de Vodacom, Airtel et Orange. Mais les hinterlands ont une couverture téléphonique partielle avec des perturbations très fréquentes

Stations de radio

La couverture en radiodiffusion captée sans faille en en modulation de fréquence avec des stations locales et relais : RTNC, DIGITALE CONGO, RADIO LIBERTE, CANAL ORIENT, etc.....

7 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

7.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Non

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Meurtre, violence sexuelle, vol et pillage	Batiambale, Batiapoko, Batiomba, Batiabimba, Babula, Banaganda Elimo et Bakuba	Population civile	48 hommes et une femme	8 personnes ont été tués par balle, 40 personnes blaisées, une femme violé et pillage des biens de la population.
Meurtre, vol et pillage	BADUKA PK 14, BATIADUKA PK 12, BAFAMBA PK 13 et BATIAMADUKA, Pk 11	FRDC, PNC et ANR	Plus de 400 jeunes	Soupçon des milices mai-mai pour la revendication de la communauté KUMU, Arrestation arbitraire plus de 400 jeunes, deux jeunes tués par balle réelle et pillage systématique de bien de la population

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Selon les informations récoltées auprès des autorités locales et d'autres personnes ressources, la cohabitation entre les PDIs et la communauté est bonne dans les Quartiers et villages évalués. Selon les PDIs, la cohabitation pacifique est excellente, car ils partagent les mêmes marchés et reçoivent encore de service auprès de la communauté d'accueil pour les travaux journaliers et quelques assistances sous la mendicité.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Aucune structure en charge de la gestion des incidents de protection rapportée dans la Zone.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	La zone d'accueil est sécurisée mais les déplacés n'ont pas accès à la terre pour assurer leur survie également il faudrait qu'il y ait un petit commerce.
Présence des engins explosifs	Dans la zone de départ et celle d'arrivée, aucun engin explosif n'a été signalé
Perception des humanitaires dans la zone	A l'arrivée des humanitaires dans la zone, les populations déplacées et autochtones se sentent considérées et ont un espoir d'une assistance pour soulager tant soit peu leur souffrance

Réponses données

PROTECTION

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/ Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	

Depuis l'arrivée des déplacés dans la zone, aucune intervention n'a été organisée dans le cadre de la protection malgré les multiples violations enregistrées dans la zone de départ et les tracasseries qui persistent dans la zone d'arrivée. Plusieurs jeunes sont la cible d'intimidation de la part des FARDC et PNC. Cette situation déplorée par la population ne fait que s'accroître du jour au jour surtout que **plusieurs déplacés avaient perdus leurs cartes d'électeurs.**

Gaps et recommandations	Gaps - Ignorance des notions en rapport avec le Droits humanitaires et les principes de protection des civiles en cas de conflits - Insuffisance d'instances de gestion des conflits - Manque de partenaire pour donner des alertes et faire la monitoring des incidents de protections.	Recommandations - Planifier les séances de sensibilisation des acteurs des différents groupes armés sur le Droits humanitaires ainsi que le respect des droits humains en cas des conflits. - Renforcer la capacité des structures communautaires sur la documentation et le rapportage des différents incidents de protection.
--------------------------------	---	---

7.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune réponse n'a été donnée dans ce secteur. La pénurie alimentaire s'observe dans les ménages déplacés et familles d'accueil ; car beaucoup les ménages d'accueil ne s'attendaient pas aux charges supplémentaires de la part des déplacés. Les prix des produits alimentaires est passé à la hausse dans les zones évaluées depuis l'arrivée des déplacés.	
Classification de la zone selon le IPC	La province de la Tshopo n'a pas les organisations qui travaillent sur le IPC pour classer les zones de l'insécurité alimentaire alors qu'il y a un besoin pressant.	Que la communauté humanitaire coordonnée par OCHA puisse appuyer une organisation pour mettre à jour cet outil pour que cette organisation participe aux ateliers IPC à tous les niveaux.
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Les ménages déplacés et familles d'accueil ont difficile à accéder à la nourriture car dépourvues de moyens financiers et ne disposent pas de réserve des nourritures pour subvenir à leur besoin. L'accès aux champs est devenu difficile car les déplacés se trouvent dans un environnement où le mode de vie dépend de ce que vous car rien ne gratuit. Mais aussi l'hinterland de la Ville est totalement occupé par les propriétaires fonciers. C'est la raison pour laquelle il s'observe une dégradation de la sécurité alimentaire parmi la population déplacée se dégrade suite à l'inaccessibilité aux activités champêtres que cette population est habituée d'exercer. Ainsi donc le nombre de repas pris par jour est passé de 1-3 à 0-1 repas pris par jour depuis le déclenchement de la crise.	
Production agricole, élevage et pêche	Les résultats des focus groups et entretiens avec les informateurs clés ont démontré que les cultures de manioc, tomates, épinards, arachides, amarantes sont les plus pratiquées dans la zone d'accueil. Bref, c'est la culture maraîchère qui prédomine.	
Situation des vivres dans les marchés	Il y a une perplexité dans la tête de tout déplacé en voyant la rareté poissons frais et des plusieurs produits comme feuille de manioc et autres légumes qui ne sont pas vendus dans leur zone de provenance sont achetés avec empressement. Le prix du riz est double dans les village d'accueil contrairement aux prix dans le villages des provenances (offre inférieur à la demande).	
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	La communauté déplacée développe des stratégies pour faire face à la pénurie en vivres : - Travaux journalier agricoles et non agricoles moyennant 1500Fc par jour ; - Emprunter des aliments ou compter sur les aides des amis et générosités ; - Réduire le nombre de repas journalier ainsi que la quantité de la nourriture ; - Retirer les enfants de l'école ; - Mendier... Vente des biens essentiels pour acheter la nourriture : il est difficile pour les ménages déplacés de garder des biens alors que les conditions de vie sont vraiment difficiles.	
Réponses données		

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS
Gaps et recommandations	Gaps - Manque d'accès aux moyens de subsistances		Recommandation - Envisagez une intervention en cash pour permettre aux ménages de s'auto prendre en charge.	

Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune réponse.
Impact de la crise sur l'abris	Dans la zone d'arrivé il s'observe une forte promiscuité dans les ménage d'accueils au moins dans chaque ménage d'accueil se trouve au moins huit à dix ménages des déplacés.
Type de logement	- Maison empruntée gratuitement - Partage d'un abri avec les familles d'accueil
Accès aux articles ménagers essentiels	Lors du déplacement les ménages déplacés auraient tout abandonné voulant d'abord sauver leurs vies. La majorité des ménages déplacés utilisent les AMEs des familles d'accueil qui malheureusement n'en n'ont pas aussi à quantité suffisante. Lors de cette évaluation nous avons rencontré des ménages qui utilisent à la fois la même casserole utilisée pour la cuisson, ils l'utilisent pour la lessive. Le récipient de stockage de l'eau n'y est pas dans la majorité des ménages des déplacés.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Il y a possibilité d'entraide ou de prêts des articles ménagers essentiels, comme la solidarité africaine l'exige on le dit souvent, sauf que le revenu des ménages d'accueil est aussi affecté par la crise ; ce qui veut dire si la situation demeure telle qu'elle est maintenant, à moyen terme cette possibilité de prêts risquerait de disparaître.
Situation des AME dans les marchés	Les quatre petits marchés trois dans Lubuya bera et une dans Babane Il évalués fonctionnent quotidiennement et regorgent des AMEs, mais ces marchés ne sauraient pas à eux seuls répondre à une éventuelle augmentation dans la demande dans un temps record aux vus de ses capacités. Aussi certains AMEs sont presque quasi inexistants ou disponible mais en petite quantité, à titre illustratif des Matelas, Jambières, les bidons rigides de 20 litres, les couvertures, les nattes, les houes, etc.

Faisabilité de l'assistance ménage

Etant donné qu'il existe des marchés qui fonctionnent bien qu'il nécessiterait d'être appuyé par d'autres marchés secondaires en cas d'une forte demande.

L'existence la PNC et FARDC sécurise les zones. Aussi certaines maisons ont été incendiées, ce qui veut dire qu'il serait important de penser comment assister ces ménages soit par une assistance en cash transfert pour soutenir leurs revenus, soit en organisant une distribution des kits standards AMEs (approche qui serait la mieux adaptée au contexte de la zone) ou foire en AME et abris, car si cette vulnérabilité persiste, elle pourrait entraver les relations entre les communautés.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS

Gaps et recommandations

Gaps

- Manque des biens de ménage,
- Les déplacés empruntent les ustensiles de cuisine auprès de familles d'accueil

Recommandations

- Une assistance en cash peut permettre aux ménages affectés de répondre



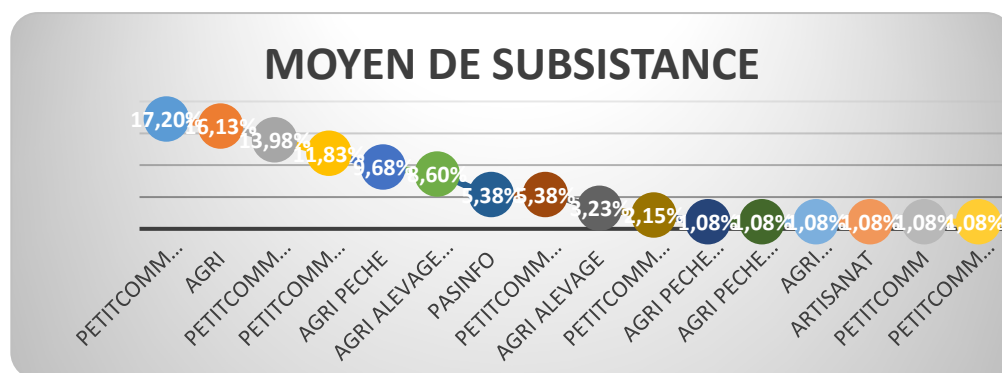
7.3 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Aucune réponse depuis l'arrivée des déplacés dans les deux zones de santés

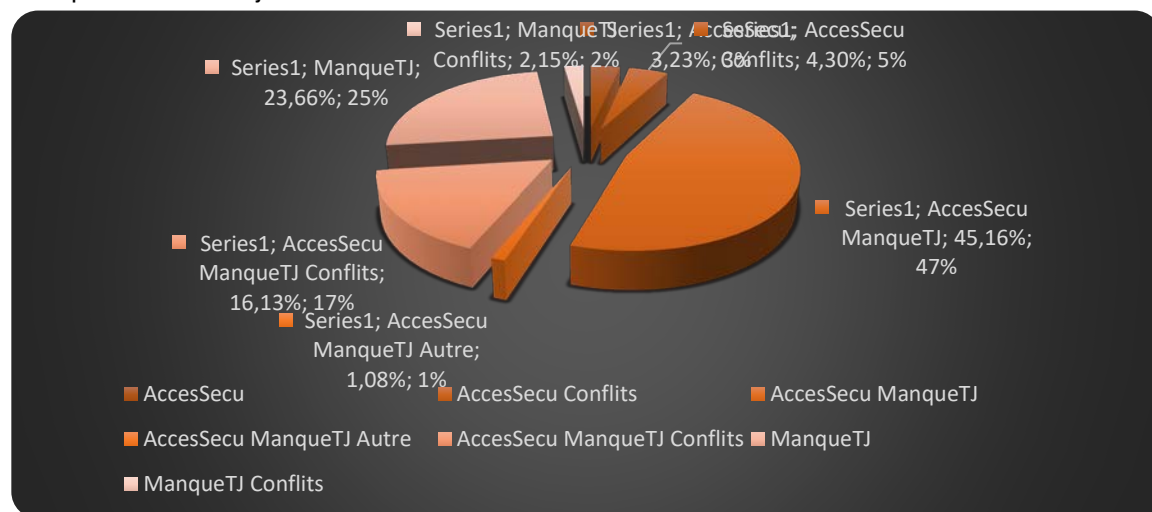
Moyens de subsistance

Selon le résultat des enquêtes ménages, plusieurs moyens de subsistance sont disponibles dans la zone notamment ; l'agriculture, la pêche, le petit commerce, l'élevage.



Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées

Actuellement l'accès aux moyens des substances pour les déplacés ne sont pas facile à cause du manque des travaux journaliers.



Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	RAS

Gaps et recommandations

Gaps

- Manque de moyen de subsistance suite à l'insécurité dans la zone de départ.

Recommandation

- Une intervention en cash peut permettre à ce que les déplacés aient accès au moyen de subsistances

7.4 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Une analyse du marché a été faite à Kapalata, Zoo, Batiamduka, et Bambane II. En effet les quatre villages possèdent au moins 4 petits marchés qui fonctionnent quotidiennement. En ce qui concerne la capacité, les marchés ne sont pas capables d'absorber une augmentation de la demande dans un temps record. Sur les marchés, il y a des AMEs, mais en quantité insuffisante car il y a des items qui n'ont pas été disponibles sur les marchés le jour de notre évaluation, c'est le cas des couvertures, draps, matelas, les tôles, bidons 20 litres, jambières, etc. Depuis des déplacés les prix des différents items, même de la nourriture ont presque doublé, c'est logique car la demande est supérieure à l'offre sur le marché. Mais le grand Marché Central de Kisangani, qui fonctionne correctement tous les jours de la semaine avec une bonne et grande disponibilité des produits tant vivriers que non vivriers peut servir en cas de besoins. Dans les zones évaluées il y a des prestataires des services financiers et des grands opérateurs économiques avec des portefeuilles assez consistants qui ont leurs activités dans la ville de Kisangani. (Banques, institutions des micros finances, maisons de télécommunication). .
Existence d'un opérateur pour les transferts	Au niveau de Kisangani il existe plusieurs opérateurs : Raw Bank, FNB Bank, TMB, Bank of Africa, FINCA, BCDC, etc...qui ont d'expériences dans les transferts monétaires qui est à quelque Km de la zone évaluation.

7.5 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?		Aucune réponse depuis l'arrivée des déplacés dans les Zones évaluées et ses environs.	
Risque épidémiologique		Compte tenu de l'irrégularité de la REGIDESO dans la fourniture en eau potable dans deux quartiers Kapalata et zoo, cela pousse la plupart de la population à utiliser une eau impropre provenant des puits non protégés et des sources à ciel ouvert, ce qui fait craindre le risque qu'une épidémie se déclare dans les zones évaluées. Pendant les entretiens de focus groupes, la majorité de la population déplacée et autochtone ont déclaré avoir enregistré des cas des diarrhées dans leurs ménages.	
Accès à l'eau après la crise			
Point d'eau	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)

Quartier Zoo et Kapalata	4 Source aménagées depuis longtemps par la communautés locales	Cette source est utilisée par plus de 6242 ménages pour cette grande agglomération.	
Mbilinga	2 Puits à pompe fonctionnels et pourtant construit et 3 d'autres sont à ciel ouvert	Utilisée par plus ou moins 95 ménages	
Bambane	1Puit à pompe fonctionnel 6 sources à ciel ouvert	Utilisée par plus ou moins 102 ménages	
Bawi	1 Source construite et une autre est en construction par PPSSP, un Puit à Pompe est tombé en panne et une source et à ciel ouvert	Utilisée par plus de 2000 ménages	
Batiakoko	7 sources et rivière Lindi à ciel ouvert	Utilisée par 3000 ménages	Colorée en saison sèche



Type d'assainissement	La couverture de latrines est très faible dans les zones évaluées. Sur 10 ménages pris au hasard, seulement 3 disposent des latrines malheureusement non hygiéniques.	Défécation à l'air libre : Plusieurs ménages des déplacés et certaines écoles pratiquent la défécation à l'air libre et d'autres en brousse. Les matières fécales sont visibles dans plusieurs parcelles. Les notions de lavage des mains ne sont pas connues par la majorité des ménages.
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	Oui	
Pratiques d'hygiène	La pratique d'hygiène n'est pas vraiment observée car il n'existe pas de station de lavages de mains au niveau des latrines quel que soit la pandémie du corona virus. Les familles d'accueil et ménages des déplacés qui vivent dans les villages et quartiers périphériques ne savent pas traiter l'eau qu'ils utilisent.	

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
------------------	--------------------------	---------------------	-------------------------------	--------------

	Aucune	Aucune	Aucun	Aucun
Gaps et recommandations	<u>Gaps</u> - Manque des douches, et latrines dont 4 ménages sur 10 prennent directement bain dans les rivières		<u>Recommandation</u> - Envisagé la construction des douches ou donné des moyen à la population pour s'en procurer	

7.6 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non		
Risque épidémiologique	Oui il y a un risque vu les conditions hygiéniques précitées (manque des latrines, consommation de l'eau non potable), aussi pendant l'évaluation plusieurs cas de diarrhée ont été déclarés au niveau des Centres santé évalués .		
Impact de la crise sur les services	☐ Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ, combien 0.		Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée, combien 0.

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Bien que les deux zones de santé possèdent 33 aires de santé, plusieurs ménages des déplacés sont concentrés dans les 7 aires de santé que nous avons évaluées.

A l'exception du CS Batiakoko dans la zone de santé de Bengamisa, n'ont pas d'incinérateurs ni même les trous à placenta, les matelas défectueux, des lits d'accouchements dans état piteux

Dans tous les centres de santé évalués les médicaments approvisionnés par les partenaires APEC/SANRU sont payables par les déplacés et les autochtones au même prix :

-Fiche 1000FC

-Consultation enfant de 0 à 59 mois 6000FC

-Consultation adulte 8000FC

-Accouchement 15000FC

Services de santé dans la zone

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
------------------	------	------------------------	-----------------------	------------------	-------------------------	--------------------

				médicaments traceurs		
CS MALKIA	CS	13	12	0	Un tank non fonctionnelle apuier par PPSP	2 portes utilisables 3 portes de douches
CS MELDI	CS	20	8	0	0	1 latrine et une douche
CS MBILINGA	CS	14		0	Tank construit par ASSP	4 Latrines de l
CS BAMBANE II	CS	3 lits sans matelas et le lit d'accouchement délabré	4	0	Tank construit par ASSP	4 dont deux non utilisées
CS BAWI	CS	5 lits 4 matelas abimés	4	0	Un tank construit par ASSP fuite d'eau et gouttière dues à une mauvaise installation	4 dont deux non utilisées
YELENGE	CS	7 lits et 3 matelas	5	0	Un tank construit par ASSP fuite d'eau et gouttière dues à une mauvaise installation	4 dont deux non utilisées
BATIAKOKO	CS	2 lits 2 matelas	3	0	0	0

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Appui en intrant antipaludéen	SANRU/APEC	Zones de Santé de la Tsopo et Bengamisa	Ménages Autochtones	Dans tous les centres de santé évalués les médicaments approvisionnés par les partenaires sont payables par les déplacés et les autochtones au même prix.

Appui ponctuel en médicament de façon spontanée	MSF	Zones de Santé de la Tsopo et Bengamisa	Ménages Autochtones	Tous les aires de santé évalués sont y l'appui de vaccination contre la rougeole aux enfants de 0-11ans
Gaps et recommandations	Gaps			Recommandation
	- Rupture de stock de médicament au CS - Faible accès aux soins de santé primaire de population autochtone et IDPs par manque de moyen financier			- Appui en médicament pour une prise en charge globale des malades - Gratuité de soins de santé primaire aux populations affectées. - Disponibilisé les intrants nutritionnels

7.7 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Depuis l'arrivée des déplacés dans les zones évaluées aucune réponse n'a été organisée dans le secteur éducation.			
Impact de la crise sur l'éducation	Malgré que les enfants à l'âge scolaire étaient dans la période de confinement qui à obliger les parents et leurs enfants à rester à la maison, certains parents après le pillage ont vu les objets scolaires de leurs enfants pillés. Cette situation de vulnérabilités de parents qui ne possèdent plus rien risquerait d'aggraver la situation à plusieurs enfants de ne plus retournés le chemin de l'école. Nous avons observé ce qui suit : traumatisme psychologique ,délinquance juvénile, mariages précoces, viol et violence sexuelle non dénoncés, changement de comportement lié aux déplacement brisque de parents.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Gaps et recommandations	Plaidoyer pour le rétablissement de la paix afin que la reprise des cours soit effective sur toute l'étendue de la zone de provenances.			

8 La situation nutritionnelle dans la Zone de santé de la Tsopo et Bengamisa

Situation des intrants nutritionnels en générale

Depuis le mois de Décembre 2019 que les trois Zones de Santé (de la Tsopo, Bengamisa et Yakusu) étaient en rupture des intrants nutritionnels (**Plumpy nut, lait thérapeutique F100, F75**, ainsi qu'en médicaments pour le traitement systématique, et spécifique).

En mai 2019 l'Unicef avait approvisionné les intrants nutritionnels suivants pour chaque zone de santé : 20 cartons des plumpy nuts, le lait thérapeutique F100 et F75)

Activité de dépistage des cas MAS ET MAM pour 6 mois.

Manque des outils et matériels tel que :

MUAC

Module PCIMA édition 2016

Balance SECA à double pèse

Toise

Kit lave mains

Présence de personnel formé et d'équipement pour le dépistage ().

Prestataires non formé en PCIMA 2016 la nouvelle version

Risques et menaces à la situation nutritionnelle de la zone en lien avec la crise en cours :

Après les enquêtes ménages et le screening rapide nous avons trouvé plusieurs enfants souffrant de la malnutrition aigüe sévère parmi les enfants de déplacés et des familles hôtes de 0 à 59 mois.



Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités

N°	Noms	Fonction	Contact
1	Lolo Ofeili Lomba	Médecin chef de zone de la Tsopo	0819977697
2	Delphin LISUKI	ITA BAMBANE	
3	OSOMBA PAMBI	IT MALKIA	0853395425
4	LOKOTSHO Gerson	IT MELDI	0815609263
5	RAMAZANI KINGOMBE	IT CS BAWI	0808870475
6	SAFARI MAKANDA	Leader communautaire	0853598773
7	Paul LIFONDJA	Chef de groupement ABATA	0859802577
8	MUSIBABA LUFUNGULA Antoine	Chef de Secteur Lubuya bera	0853968752

Annexe 2 : *Contacts de l'équipe d'évaluation*

N°	NOMS et POSTNOMS		NUMERO DE CONTACT
1	Albert KIKUNI	ADSPA	0829908627 adspardcongo@gmail.com
	William	ADRA	0822472448 william@adrardcongo.org
2	Billy TUBONIO	PRONANUT	0818129767 billy139@gmail.com
	Leonard SIKULI	PPSSP	0813792426 ppsspkin@gmail.com
3	Meffy MOKWANDO	OMS	0820146007 meffylph@gmail.com
4	WETSHI LOOLA	Protection Civile	0859805196
	Antoine LOKANGILA	Action Humanitaire	0853702538